

## CSA-R Terre du 19 novembre 2024

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Ce nouveau CSA de Réseau Terre s'ouvre dans un contexte de crise sociale, politique et économique qui frappe l'ensemble du pays. La montée en puissance de certaines idées dangereuses, la dissolution parlementaire, et la formation tardive d'un gouvernement en décalage complet avec le vote des Français lors des législatives ne sont que des symptômes d'une instabilité grandissante. Dans ce tumulte, les agents publics, garants du bon fonctionnement de nos institutions, devraient être un point d'ancrage. Et pourtant, ils continuent de subir des attaques insidieuses. Sous couvert de la traque aux « dépenses inutiles », c'est leur rôle même qui est mis en question.

Comment fidéliser et attirer des talents dans ces conditions ? La stigmatisation des fonctionnaires est un poison pour le service public, et cela, même les militaires n'y échappent pas.

L'inflation galope, le pouvoir d'achat trébuche, et les mesures de soutien semblent à bout de souffle. La GIPA, déjà limitée à une poignée d'agents, a été abandonnée. Les primes, comme le complément indemnitaire annuel, restent sous-dimensionnées et inégalitaires. L'indice salarial, quant à lui, reste figé, piégé dans un congélateur budgétaire que personne ne semble vouloir dégivrer. Pendant ce temps, les prix explosent, les retraites stagnent, et ce sont toujours les mêmes qui paient l'addition. On demande aux agents de tenir bon, mais combien de temps encore avant qu'ils ne s'épuisent ?

Dans ce contexte, la Protection Sociale Complémentaire, pourtant présentée comme une avancée, révèle ses failles. Les démarches administratives sont un parcours du combattant, notamment pour les pré-affiliations ou les ayants droit comme les enfants handicapés. La CGT demande une renégociation des tarifs HARMONIE Mutuelle et une prise en charge complète par l'employeur pour tous les agents, qu'ils soient actifs, retraités ou membres de leurs familles. Avec une Loi de Programmation Militaire de 413 milliards d'euros, nous avons les moyens de garantir une protection digne de ce nom à ceux qui assurent la pérennité de l'institution. Mais où passe cet argent ? Sans doute pas dans les poches d'agents publics.

La dynamique de l'apprentissage dans l'armée de Terre, avec une augmentation de 53 % en cinq ans, est un motif de satisfaction. Mais derrière les chiffres flatteurs se cachent des réalités plus complexes. Les apprentis, bien qu'intégrés en nombre croissant, restent des acteurs vulnérables, souvent méconnus dans leurs droits. Garantir des rémunérations attractives, un accès élargi à la formation continue et de réelles perspectives d'intégration est indispensable si l'on veut pérenniser ces efforts. L'apprentissage doit être une porte d'entrée évidente.

En parallèle, les recrutements et les départs peinent à s'équilibrer. Ce décalage met une pression accrue sur les équipes en place et reporte mécaniquement les besoins sur 2025, aggravant une situation déjà tendue. La fameuse attractivité doit se traduire par des actes concrets. Le problème, ce n'est pas le service public ; ce sont les conditions qu'on lui impose.

Dans un climat où les crises s'enchaînent, on demande aux agents d'être des modèles de résilience. Mais la résilience a un prix : celui de la justice sociale et de la reconnaissance. Tant que les agents publics seront traités comme des variables d'ajustement, il sera impossible de construire une armée de Terre capable de relever les défis de demain. Ce n'est pas le service public qui est inutile, c'est l'ingratitude avec laquelle on le traite. Nous attendons des réponses, des engagements concrets et des mesures immédiates. Car si l'armée de Terre est le rempart de la nation, ses agents en sont les piliers. Les ignorer, c'est fragiliser l'ensemble.

La CGT vous remercie de votre attention.



Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat  
263 rue de Paris - Case 541 - 93515 MONTREUIL CEDEX  
Tél. 01.55.82.89.00 - trav-etat@cgt.fr

